



©FIDA/Barbara Gravelli

Investir dans les populations rurales en **Guinée**

Malgré d'importantes richesses minières, la Guinée est l'un des pays les plus pauvres du monde. En 2018, le pays se trouvait au 175e rang sur une liste de 189 pays classés selon l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement. Plus de la moitié de ses 11,5 millions d'habitants vit sous le seuil de pauvreté et environ 20% vit en situation d'extrême pauvreté.

L'insécurité alimentaire touche 1,9 million de personnes environ, soit 17,6% de la population du pays, contre 10% en moyenne en Afrique de l'Ouest. La Guinée se situe à la 102e place des 113 pays figurant dans l'indice 2018 sur la sécurité alimentaire mondiale publié par le service de recherche du magazine *The Economist*. Selon les données de l'Organisation mondiale de la Santé, en 2015, près d'un tiers des enfants guinéens de moins de 5 ans souffraient de malnutrition chronique.

Depuis 2000, la Guinée a traversé une vague de crises politiques, sociales et de gouvernance qui ont entraîné une détérioration de sa situation socioéconomique. De 2006 à 2008, les tensions sociales ont été exacerbées par l'insécurité alimentaire et la pauvreté croissantes. En 2014, une épidémie à virus Ebola a entraîné plus de 2 500 décès, et a encore exposé davantage les personnes vulnérables à la pauvreté et à la faim.

Environ 64% des Guinéens vivent en milieu rural, la plupart d'entre eux pratiquant une agriculture de subsistance sur des parcelles réduites, ce qui les rend fortement dépendants des précipitations et vulnérables aux aléas climatiques. La productivité reste faible car les



paysans n'ont que peu accès aux services de bases et aux informations. La pauvreté sévit principalement dans ces régions, où la proportion de pauvres est de 65% environ contre 35% en zone urbaine.

Les femmes et les jeunes comptent parmi les membres les plus vulnérables de la population rurale. Les femmes assument différents rôles dans l'agriculture, de la production et la transformation à la commercialisation à petite échelle. Or, bien que reconnues comme les égales des hommes sur le plan juridique, dans les zones rurales, les femmes sont encore en net désavantage. Elles ne disposent que d'un accès limité aux intrants agricoles, aux conseils techniques, aux technologies améliorées, à la propriété foncière et aux décisions.

Seules 22% des femmes adultes savent lire et écrire, contre 44% des hommes. Ce faible niveau d'éducation a une incidence directe sur leur capacité d'accéder à l'information, aux services de vulgarisation agricole et aux autres besoins liés à la production. Concernant la propriété et l'usage des terres, les hommes ont pour habitude de revendiquer leurs droits de préemption et de succession.

Les jeunes représentent près de la moitié de la population guinéenne et constituent un groupe marginalisé extrêmement vulnérable à la pauvreté. Particulièrement touchés par le chômage et le sous-emploi, ils sont contraints d'abandonner les campagnes et, dans certains cas, sont poussés à la délinquance. L'agriculture traditionnelle de subsistance n'incite guère la jeunesse rurale à rester sur place et à adopter les moyens d'existence de leurs parents.

Éradiquer la pauvreté rurale en Guinée

La Guinée a entrepris la mise à jour de ses politiques publiques. Le document "Vision Guinée 2040" a été adopté en avril 2017 et trace les orientations de développement du pays; ce document est complété par le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 et par la Politique nationale de développement agricole (PNDA).

Le PNDES constitue le point de départ de la transformation structurelle de l'économie nationale et vise à créer de la richesse et de l'emploi. Le Plan s'inscrit dans la logique du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et tient compte des principaux programmes régionaux, à savoir, le programme Vision 2020 de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Le PNDA, quant à lui, est axé sur l'agriculture et comporte trois objectifs principaux:

- un meilleur accès aux marchés en expansion, y compris ceux de la sous-région et du continent;
- une productivité élevée;
- une gouvernance efficace du secteur agricole.

S'appuyant sur l'élan régional en faveur de l'élimination de la faim, le Gouvernement a également adopté le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour 2018-2025. Celui-ci a pour but de renforcer la capacité de résistance du secteur agricole, d'assurer une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle aux populations vulnérables, de développer le capital humain et de favoriser l'accès des jeunes et des femmes au secteur agricole.

La contribution du secteur agricole à l'économie nationale devrait augmenter de 50%. Le Gouvernement s'est engagé à allouer 12,5% du budget de l'État à l'agriculture, contre 7,3% actuellement.

La stratégie du FIDA en Guinée

Le FIDA est présent en Guinée depuis 1980. Depuis, il a investi 244 millions d'USD dans 14 projets, sur un coût total de 469,6 millions d'USD, qui ont bénéficié directement à 651 450 ménages ruraux. Depuis 2000, la situation politique et socioéconomique de la Guinée s'est dégradée, les populations pauvres ayant été tout particulièrement touchées par cette

régression. Les opérations du FIDA ont permis d'accroître les revenus et d'améliorer la sécurité alimentaire ainsi que les conditions de vie des personnes qui participent aux programmes et projets du Fonds.

La présente note de stratégie de pays vise à fournir au Gouvernement guinéen et au FIDA un cadre de référence stratégique et opérationnel à moyen terme, qui s'avère spécialement nécessaire pour recenser et guider les futures opérations du FIDA dans le pays en partenariat avec les autres acteurs concernés (publics et privés). Le FIDA a prévu l'élaboration d'un programme d'options stratégiques pour la Guinée en phase avec le calendrier politique du pays (élections législatives en 2019 et présidentielles en 2020, à confirmer).

Les objectifs stratégiques du FIDA pour la Guinée sont:

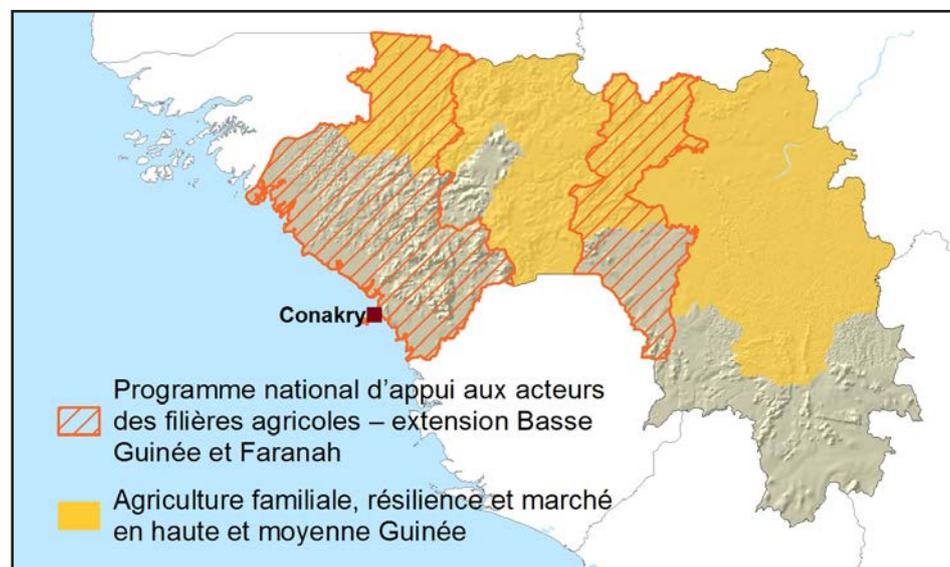
- La production des exploitations familiales est augmentée de manière durable.
- Les producteurs bénéficient de conditions de marché plus équitables.
- Les organisations (associations, coopératives et fédérations paysannes) et les institutions de microfinance fournissant des services aux agriculteurs sont des structures professionnelles en mesure de répondre aux demandes de leurs membres.

Les opérations du FIDA en Guinée visent à contribuer de manière transversale à:

- renforcer la viabilité écologique et accroître la capacité de résistance des activités économiques des populations rurales face aux changements climatiques;
- axer les activités sur les jeunes, notamment sur les jeunes femmes, par exemple, en facilitant leur accès au marché du travail, en favorisant l'entrepreneuriat et en assurant le renforcement des capacités;
- intégrer systématiquement les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle (p. ex., l'éducation en matière de nutrition, la promotion des produits/chaînes à haute valeur nutritionnelle, la transformation des produits/repas à haute valeur nutritionnelle) dans les activités qui composent les opérations.

Compte tenu du nombre de pauvres qui vivent en zone rurale, la réduction de la pauvreté en Guinée exige d'accélérer la croissance des filières agricoles qui offrent des possibilités de débouchés et de se concentrer sur la création de valeur ajoutée et de revenus en milieu rural. Le FIDA œuvre au développement de certaines filières en aidant les producteurs agricoles, les petits entrepreneurs et les artisans à organiser leurs propres associations. Il soutient également l'approvisionnement en intrants, les systèmes de commercialisation ainsi que les travaux de recherche dans le domaine agricole.

Opérations en cours



Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles – extension Basse Guinée et Faranah (PNAFA-LGF)

Le PNAFA-LGF a pour objectif de renforcer les capacités des organisations paysannes et de développer des filières pour les petits exploitants dans des sous-secteurs présentant un bon potentiel économique. Le programme est mis en œuvre dans les régions de Basse Guinée et Faranah, et vise avant tout à intégrer les jeunes et les femmes dans ses activités. Les jeunes constituent environ 30% du groupe cible du programme. Ce programme est conçu comme une extension du précédent programme national PNAFA (2002-2015), lequel était également axé sur les organisations paysannes et une approche plus participative.

Le programme aide les organisations paysannes à améliorer les services qu'elles proposent à leurs membres. Il contribue à améliorer la structure des fédérations, des syndicats et d'autres groupements d'organisations paysannes; il assure le renforcement des capacités des membres et il apporte une assistance financière pour le développement de filières particulières. Son coût total s'élève à 40,06 millions d'USD, incluant un cofinancement de l'Arabie saoudite (à hauteur de 10 millions d'USD).

Agriculture familiale, résilience et marché en Haute et Moyenne Guinée (AgriFARM)

Le projet AgriFARM prétend accroître la contribution de l'agriculture familiale au développement économique national inclusif, tout en assurant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ainsi que leur résilience face aux changements climatiques.

Le projet cible 65 000 ménages travaillant dans l'agriculture familiale dans 15 préfectures des régions de Haute et Moyenne-Guinée. Ce sont les régions les plus pauvres du pays, avec un taux de pauvreté de 67,5% et de 55,4%, respectivement. Les groupes cibles sensibles sont les femmes et les jeunes. D'un coût total de 97,09 millions d'USD, il est cofinancé par le Fonds de l'OPEP pour le développement international (25 millions d'USD) et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (15 millions d'USD).



©FIDA/Barbara Gravelli

Le FIDA investit dans les populations rurales, en dotant celles-ci des moyens de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 20,9 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont bénéficié à quelque 483 millions de personnes. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Contact

Gianluca Capaldo
Directeur de pays
Bureau du FIDA au Sénégal
Villa 1427 – Almadies
Dakar, Sénégal
g.capaldo@ifad.org



Investir dans les populations rurales

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Tél: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

facebook.com/ifad
instagram.com/ifadnews
linkedin.com/company/ifad
twitter.com/ifad
youtube.com/user/ifadTV

Juin 2019